

Coutumes et traditions à la morte-saison

[06/03/2014]

La santé et la vie de millions de personnes dans le monde sont menacées parce que les autorités de leur pays ne leur garantissent pas leurs droits sexuels et reproductifs.

6 mars 2014 : lancement de la campagne mondiale "Mon corps, mes droits".

Intitulée "**Mon corps, mes droits**" cette campagne vise à donner aux personnes les moyens de vivre librement leur sexualité.

[Une brochure publiée par Amnesty International](#) montre la répression croissante des droits sexuels et reproductifs dans de nombreux pays du monde, qui font passer les politiques répressives avant les droits humains et les libertés fondamentales.

Il est incroyable que, au vingt-et-unième siècle, certains pays tolèrent le mariage précoce et le viol conjugal et que d'autres interdisent l'avortement, les rapports sexuels en dehors du mariage et les relations homosexuelles » Salil Shetty, secrétaire général d'Amnesty International

Les États doivent prendre des mesures concrètes – non seulement en abrogeant les lois oppressives, mais également en promouvant et en protégeant les droits sexuels et reproductifs, en assurant leur mission d'information, de sensibilisation et de service et en mettant fin à l'impunité pour les violences sexuelles. »

20 ans après les engagements pris par les Etats lors de la Conférence internationale sur la population et le développement, l'avenir des droits sexuels et reproductifs est menacé. Amnesty International met en avant des conclusions de ses recherches, et des données statistiques qui laissent entrevoir un avenir périlleux pour la prochaine génération si le monde continue de fermer les yeux sur la répression des droits sexuels et reproductifs.

Un mois avant l'ouverture de la *Commission population et développement des Nations unies* qui a pour but de revoir les 20 ans de mise en œuvre du programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (Le Caire, 1994), Amnesty International souhaite envoyer un message fort aux dirigeants mondiaux afin qu'ils tiennent leurs promesses et agissent en faveur de la santé et des droits humains partout dans le monde. Par ailleurs, la campagne Mon corps, mes droits incite les jeunes du monde entier à connaître et revendiquer leur droit de prendre les décisions concernant leur santé, leur corps, leur sexualité et leur reproduction sans subir de contrôle des autorités, sans peur, sans contrainte et sans discrimination.

Au cours de cette campagne qui durera deux ans, Amnesty International publiera une série de rapports sur des pays où les droits sexuels et reproductifs sont bafoués, et appellera à se mobiliser pour que la situation dans ces pays progresse.

Il s'agira notamment de présenter la situation de jeunes filles forcées à épouser leur violeur au Maghreb ; de femmes et de jeunes filles se voyant refuser une interruption de grossesse malgré la menace de se retrouver en mauvaise santé voire de mourir au Salvador et dans d'autres pays ; et de jeunes filles subissant des maternités très précoces au Burkina Faso.

150 millions de filles aujourd'hui âgées de moins de 18 ans ont été agressées sexuellement

142 millions de filles sont susceptibles de faire l'objet d'un mariage précoce entre 2011 et 2020

14 millions d'adolescentes accouchent chaque année, pour la plupart à la suite d'un rapport sexuel contraint et d'une grossesse non désirée

215 millions de femmes n'ont pas accès à la contraception, même si elles veulent éviter ou retarder la survenue d'une grossesse

Amnesty International estime que toute personne devrait être libre de décider si, quand et avec qui elle a des relations sexuelles ; si et quand elle se marie ou a des enfants, et comment se protéger au mieux d'une mauvaise santé sexuelle et du VIH.

Salil Shetty